

L'ÉMERGENCE D'UN SUD GLOBAL CONDUIT-ELLE À REPENSER LA PAIX ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, salle Or



Kaush Arha, Evren Balta, Guy Sorman et Adekeye Adebajo

L'émergence d'un Sud global est perçue comme un exercice académique, en opposition à l'ancienne appellation du tiers-monde qui désignait autrefois de manière plutôt négative l'ensemble des pays pauvres en voie de développement. « Quand on travaille avec ces pays, aucun ne se présente comme appartenant au Sud global, c'est totalement informel, et utilisé dans un cadre d'analyse universitaire », explique Kaush Arha, Chercheur au Krach Institute for Tech Diplomacy. Si le concept de Sud global remonte aux années 1980 pour identifier les pays dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est parmi les plus faibles dans l'hémisphère sud, et ceux ne relevant pas de l'ancien bloc occidental formé pendant la Guerre Froide, ni de

ANIMATION

Guy Sorman, Président de la Maison française de l'Université de New-York

INTERVENANTS

Adekeye Adebajo, Professeur, Université de Pretoria

Kaush Arha, Chercheur au Krach Institute for Tech Diplomacy

Evren Balta, Professeur de relations internationales aux Universités d'Özyeğin et Harvard

« Il serait bon de s'écarter d'une vision trop "eurocentrée" du monde »

Evren Balta

l'Union européenne, il est très employé depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2022. À cette période, les États-Unis et l'Union européenne pensaient que les pays du Sud soutiendraient d'une seule voix l'Ukraine dans son combat contre l'invasion russe. Mais la réalité a été bien plus contrastée. Comment expliquer une telle erreur de jugement des pays occidentaux ? « Peut-être que l'Ouest n'est pas toujours très bon dans son autocritique », avance Guy Sorman. Peut-être aussi que pour comprendre, il serait bon de s'écarter d'une vision trop « eurocentrée du monde », ajoute Evren Balta, professeure de relations internationales à l'Université Özyeğin d'Istanbul, en Turquie.



« Le Sud global n'est pas monolithique »

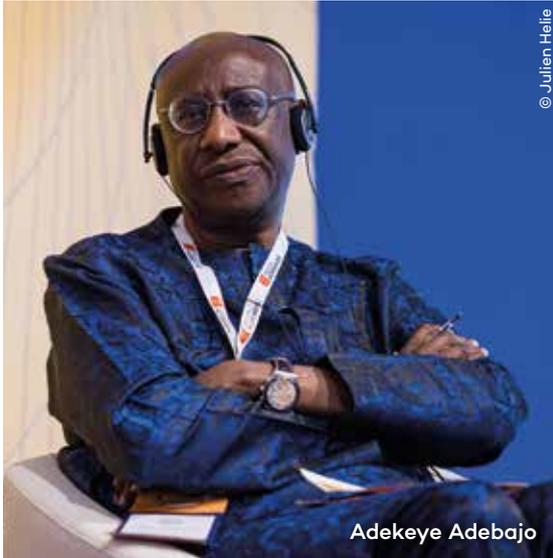
Adekeye Adebajo

La coopération entre les États-Unis et l'Europe, si elle est principalement économique, ne répond pas aux intérêts des pays qui constituent, par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « La coopération n'est pas juste économique mais aussi normative, beaucoup de pays du Sud global ne partagent pas les mêmes valeurs autour de la démocratie et ne souhaitent pas s'aligner sur les deux blocs des États-Unis et de l'Europe », explique-t-elle.

Des intérêts divergents avec l'Occident, mais aussi un manque de reconnaissance et de représentativité des institutions internationales, expliqueraient ce qui unit idéologiquement ces pays. En d'autres termes, ces pays que l'on appelait « en voie de développement », autrefois colonisés par l'Europe, tente-

raient de gagner davantage d'indépendance, comme ils l'avaient déjà souhaité après la conférence de Bandung, en 1955 donnant naissance au mouvement des non-alignés, opposé aux grandes puissances mondiales. D'après Adekeye Adebajo, professeur à l'Université de Pretoria, ces pays du Sud global auraient trois principes : ne pas signer d'accord militaire avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), soutenir des institutions et des gouvernements lorsque leurs droits sont bafoués, et lutter pour leur propre autonomie régionale sans intervention occidentale. Cela dit, Adekeye Adebajo ne reconnaît pas dans le Sud global d'alliance géographique : « Le Sud global n'est pas monolithique, c'est davantage une alliance politique. Certains pays de cet ensemble ne sont même pas dans l'hémisphère sud ».

Dans ce contexte de polarisation du monde, comment une paix globale pourrait-elle être envisageable ? Peut-être, comme l'avance Guy Sorman, en commençant par reconnaître l'impact néfaste de la colonisation sur ces pays du Sud global, dont les effets se font toujours ressentir. « Le président Macron a créé une onde de choc au Burkina Faso, en 2017, lorsqu'il a dit que la colonisation de l'Afrique par la France avait été un crime contre l'humanité. C'était une déclaration extraordinaire mais pas suffisamment commentée », regrette-t-il. Ce lent processus a aussi conduit un certain nombre de musées français à rendre des œuvres d'art, notamment au Bénin. La Belgique, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont contribué également à cette mission de restitution. « L'Allemagne a aussi été obligée de reconnaître le génocide commis en Namibie entre 1904 et 1908 », complète Adekeye Adebajo. « On parle d'une répétition avant le génocide des juifs. Il y avait des camps de concentration, des massacres, des expériences sur les corps. Des crânes ont dû être renvoyés car ils avaient été exposés dans des musées allemands. » Mais cela est-il suffisant ?



Adekeye Adebajo

Guy Sorman, lui, estime que la décolonisation n'est jamais allée assez loin. Une nouvelle génération, en Afrique, s'est érigée contre l'influence française. Pour exemple, au Sénégal, les étudiants privilégient aujourd'hui les États-Unis dans la poursuite de leurs études supérieures. « Ce désamour pour la France, tempère Adekeye Adebajo, est politique et non culturel. Beaucoup de Français ne sont même pas au courant de ce que leurs élites ont fait en Afrique. »

Des divergences politiques, non culturelles, mais peut-être aussi religieuses. D'après Adekeye Adebajo, c'est même là l'un des clivages les plus importants qui oppose le Sud global à l'Occident, rappelant qu'Al-Qaïda et l'État islamique se sont implantés dans le Sahel et le nord de l'Afrique jusqu'au Mozambique. De son côté, la Turquie, pays de tradition musulmane, a financé plus de 200 écoles en Afrique dans 25 pays, des écoles qui ne prodiguent pas une éducation musulmane mais qui, de fait, le sont. Concernant le christianisme, dont il constate un net recul en Europe, sa présence ne cesse au contraire de croître en Afrique par le biais notamment des églises pentecôtistes.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

« Mais ces églises font souvent blocage contre les actions qui visent les gouvernements. Elles sont très conservatrices et prêchent la prospérité plutôt que la liberté », estime-t-il. L'Afrique, qui accuse encore aujourd'hui une dépendance née du néocolonialisme, doit-elle pour autant se séparer totalement de l'Occident ? « Non, pense Adekeye Adebajo. Ce n'est pas réaliste dans la mondialisation de se détacher de la chaîne d'approvisionnement. » D'autant que le nouveau partenaire commercial de l'Afrique est la Chine, qui a construit « 33 % des nouvelles infrastructures africaines » ajoute-t-il. Grâce à cette nouvelle influence chinoise sur le Sud global, le pays pourrait même dépasser la puissance économique des États-Unis d'ici 20 ans.

**« 1 % de la population
contrôle 40 % des richesses
du monde, cela doit cesser »**

Adekeye Adebajo

Toutefois, peut-on imaginer que le Sud global puisse sortir le monde de son système de domination pour le porter vers plus d'universalisme ? Si un renversement total des rapports de force paraît peu probable, Adekeye Adebajo pense que ce combat vaut le coup d'être mené. « Quand on sait que 1 % de la population contrôle 40 % des richesses du monde, cela doit cesser. Ce n'est pas durable si l'on veut réellement la paix. » La création en 2009 des BRICS, groupe réunissant neuf pays à forte croissance, dont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, et qui contrôle 36 % du PIB mondial, ne va pas dans ce sens. « Je ne les vois pas comme une puissance révisionniste », analyse-t-il.